

Recherches sociographiques



Roger LEVASSEUR, *Loisir et culture au Québec*

Jean-Jacques Simard

Volume 24, numéro 2, 1983

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056045ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056045ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Simard, J.-J. (1983). Compte rendu de [Roger LEVASSEUR, *Loisir et culture au Québec*]. *Recherches sociographiques*, 24(2), 295–296.

<https://doi.org/10.7202/056045ar>

et géographique que les auteurs ont donnée à leur étude : le Montréal des années 1880 à 1920 a en effet connu dans toute leur complexité les transformations culturelles engendrées par une industrialisation et urbanisation sans précédents au Québec.

L'initiative des auteurs de présenter un bilan historiographique des connaissances dans ce domaine est louable. D'autant plus que, depuis une quinzaine d'années, l'intérêt pour l'histoire ouvrière au Québec a donné naissance à une littérature scientifique en grande partie disséminée dans des revues savantes ou disponible seulement sous forme de mémoires non publiés.

Lamonde et ses collaborateurs ont choisi une formule qui a déjà eu un certain succès dans les milieux éditoriaux américains : une étude à mi-chemin entre la synthèse historique et la bibliographie analytique. Pour ce faire, les auteurs ont structuré le cadre thématique en une série de sous-thèmes allant de la composition démographique des classes laborieuses de Montréal jusqu'aux différentes pratiques de loisir. Mais leur souci principal est d'articuler les paramètres empiriques et conceptuels à l'intérieur desquels on doit orienter l'étude de la culture ouvrière telle que Montréal l'a connue à cette époque.

Sur le plan empirique, les auteurs ont assez bien réussi à insérer dans leur texte les données les plus pertinentes dont nous disposons aujourd'hui. Sur le plan conceptuel, par ailleurs, leur tâche semble avoir été plus ardue. Comment définir la culture ouvrière ? Quelles ont été les sources matérielles et idéologiques qui l'ont façonnée ? Dans quel langage et à travers quelles formes symboliques s'exprimait-elle ? En réponse à ces questions (et à bien d'autres) les auteurs proposent une vision totalisante de la culture ouvrière ; il s'agit — comme ils l'expliquent — de « décrire et comprendre la culture ouvrière dans sa totalité, nous obligeant ainsi à construire cette totalité et à en articuler une logique » (p. 147). Dès les premiers chapitres, on se rend compte que cette articulation repose en grande partie sur la convergence de trois domaines de l'histoire qui ont témoigné davantage du ferment existant depuis quelques années parmi les chercheurs québécois : l'histoire ouvrière, l'histoire urbaine et l'histoire sociale au sens large. Dans la mesure où la production historiographique dans ces trois domaines permet d'éclaircir le vécu quotidien des ouvriers montréalais de l'époque, les auteurs tracent les pistes qui devraient amener à une reconstruction exacte de l'univers culturel de cette couche sociale.

Compte tenu de la dépendance des auteurs face à leurs sources historiographiques, l'œuvre aurait gagné en profondeur et en utilité si elle avait été accompagnée par une critique méthodologique de ces sources. Le lecteur, en effet, demeure au noir en ce qui a trait aux grands débats méthodologiques qui, depuis une dizaine d'années, entourent l'historiographie de la culture ouvrière, surtout aux États-Unis, dans le Canada anglais, en France et en Angleterre. Cette faiblesse sur le plan conceptuel est rendue plus évidente par un choix assez limité des sources étrangères incluses dans ce bilan. Malgré tout, cet ouvrage demeure un texte d'introduction et un instrument de travail très utile pour tous ceux qui sont intéressés à cet aspect de notre histoire.

Bruno RAMIREZ

*Département d'histoire,
Université de Montréal.*

Roger LEVASSEUR, *Loisir et culture au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1982, 192p.

Selon l'éditeur, l'auteur « dresse dans ce livre un bilan remarquable et stimulant de l'évolution des loisirs au Québec, depuis l'organisation des premiers terrains de jeu en 1929, jusqu'à la création d'un Ministère du loisir en 1979 ». C'est inexact. On vous raconte encore une fois l'histoire à bailler de la domination cléricale en prenant au mot les écrits des curés et en glissant au travers d'un verbiage éculé quelques bouts de *data* sur l'organisation des terrains de jeu. Mais le malheureux

s'imaginant trouver ici pour deux sous d'information sur les pratiques ferait bien d'aller voir ailleurs si lui et ses enfants s'y trouvent. Remarquez : le champ est libre puisqu'à part les O.T.J., on dirait qu'il ne se passe rien de 1939 à 1960 ; et dans les O.T.J. mêmes, personne ne fait rien sauf les aumôniers et les laïcs « encadrés par la hiérarchie » qui cornent les oreilles des petits sur les dangers de la culture américaine et vous les font prier à babines chaudes au lieu de jouer du baseball.

En 1960, le Québec vire enfin cul par-dessus tête, mais Levasseur s'accroche à la tête : au lieu des curés, les professionnels, et à la place de l'Église, l'État. Alors le discours et les encadrements du loisir-concept vous connaissent les mutations et les ascensions de nouvelles classes qu'on connaît, mais le peuple n'a encore de loisirs que ceux que le bon sens permet d'imaginer. Jusqu'à ce qu'il se mette à se prendre lui-même pour « les classes populaires » et à s'arranger avec ses « militants populaires » pour s'occuper évidemment de se « réapproprier son vécu quotidien », sa « culture vivante » et ses « milieux de vie où l'individu et les groupes pourront exercer une emprise sur leurs conditions de vie et de travail ». Les écoles se bourrent, Fort-Lauderdale devient aussi français que Brossard, les livres de recettes talonnent les ventes d'Agatha Christie, les parcs provinciaux sont à peu près envahis par les enseignants pêcheurs et skieurs de fond, les échevins se font élire en bâtissant des arènes et en inscrivant des cours de ballet-jazz au service municipal des loisirs, mais tout ça, c'est votre serviteur qui vous le dit. Levasseur, lui, trouve les « classes populaires » dans la lutte contre la culture seconde, la culture savante, la culture de masse, la culture éloignée du véritable vécu vivant quotidien proche de la vie. Sachez « toutefois » que « les classes populaires ne fréquentent pas davantage les musées, la Place des Arts, les centres culturels, ni ne s'adonnent davantage à la musique, à la peinture, à la lecture sérieuse ou encore à la pratique sportive pendant leur temps de loisir ». Bien sûr, il y a des « fractions » qui courent après les solidarités de base, et la promotion de « l'affirmation d'une identité culturelle spécifique des classes populaires et de leur pouvoir de création autonome ». Appartenant pour ma part à la fraction qui subit à tout instant, au cinéma, à la librairie, au festival de la patate de semence ou dans mon désir irréprouvable d'un établi Work Mate, une « véritable mise en condition par les entreprises culturelles », je laisse aux autres fractions le loisir d'aller s'ennuyer dans les colloques où, pour se fusionner dans la communauté du vécu quotidien, il semble nécessaire de débattre avec Levasseur et les autres « animateurs populaires » du danger que les O.V.E.P. — organismes volontaires d'éducation populaire — et les C.O.D.E.C. — comités de développement culturel — ne subissent une « récupération » étatique au lieu de garantir aux masses « la reconquête de leur quotidienneté aliénée ». Quotidienneté aliénée, en effet.

Entre-temps, sur le front du non-vécu et du rien-de-quotidien. Il semble que l'histoire québécoise du loisir a pris un virage majeur en 1976. Ne soufflez pas l'heure et la date ! Il paraît, en tout cas, que depuis ce jour, l'État — l'État en personne et non le parti au bâton — essaie « d'intégrer les différentes formes culturelles à une culture nationale et s'affirme de plus en plus, comme le principal organisateur des activités de loisir ». Qui s'inquiète de pareilles prétentions n'a pas besoin de perdre espoir : « les cultures populaires se caractériseraient fondamentalement par la prédominance qu'elles accordent au vécu collectivement partagé, mais sans négliger pour autant son analyse critique. Cette dernière vise à libérer la culture vécue des aliénations quotidiennes, à lui rendre son pouvoir de création autonome et d'action sur la réalité dans le but de la transformer. »

Faudra en parler à chose, qui me demande continuellement le titre du livre méritant, cette année, le prix Robert-Cliché.

Jean-Jacques SIMARD

*Département de sociologie,
Université Laval.*